

## Communiqué du Collectif pour la Liberté Académique, la Démocratie et la Solidarité (CLADS)

# Politiques d'austérité et liberté académique : une mise en péril du cœur des missions des Hautes écoles Suisse et de l'Université de Lausanne en particulier.

Face aux coupes budgétaires prévues dans la formation et la recherche par le programme d'austérité du Conseil d'État vaudois, le Collectif pour la Liberté Académique, la Démocratie et la Solidarité (CLADS) alerte sur l'impact des politiques d'austérité sur la liberté académique dans les établissements d'enseignement supérieur en général et à l'Université de Lausanne (UNIL) en particulier. Si la charte de l'UNIL « garantit à ses membres une liberté académique qui s'articule avec les programmes d'enseignement et de recherche de la communauté universitaire », cette liberté ne peut en effet se concevoir séparément des conditions de financement et du fonctionnement démocratique des universités inscrite aux Statuts du CLADS (art. 2). Ce constat est malheureusement renforcé par d'autres situations actuelles et avérées sur le plan international.

Face aux restrictions budgétaires prévues, plusieurs constats s'imposent :

- le programme d'austérité mène à la précarisation des enseignant·es & chercheureuses de l'UNIL, fragilise leur capacité à exercer leur enseignement, leur recherche et la publication, en mettant en péril leur sécurité d'emploi et leur autonomie professionnelle ;
- le programme d'austérité aura des effets sur l'orientation de la recherche universitaire par des intérêts politiques ou privés qui limitent le choix des axes de recherche et nuit à l'émergence de savoirs originaux et critiques ;
- l'austérité favorise la montée de logiques managériales qui interfèrent avec les structures académiques traditionnelles au profit d'une gouvernance qui restreint la collégialité et la prise de décision par les pairs ;
- les coupes budgétaires prévues prétériront l'avenir de la recherche académique car elles prévoient le non-renouvellement des postes à durée déterminée c'est-à-dire ceux occupés actuellement par les jeunes chercheur.e.s ;
- enfin, les coupes budgétaires prévues mettent en péril l'égalité des chances dans l'accès au titre universitaire, en ne garantissant plus des conditions d'encadrement suffisantes aux étudiants qui en ont le plus besoin durant leurs études, déjà défavorisés parce qu'ils doivent travailler parallèlement à leur formation.

Le programme d'austérité du Conseil d'État vaudois va donc à l'encontre de la liberté académique, telle que définie par l'UNESCO, qui inclut la liberté d'enseignement, de recherche, d'expression, d'accès aux études et la capacité de réponse aux enjeux sociaux émergents, laquelle doit être garantie institutionnellement par une véritable autonomie académique et la stabilité adaptative et positive de l'allocation budgétaire du Canton à son Université.

Face à cette situation plus que préoccupante, le CLADS soutient les justes revendications des syndicats et du mouvement de grève de la fonction publique et demande:

- Le maintien du financement de l'État de Vaud à son Université dans le respect de ses compétences et de son indépendance, afin d'éviter la précarisation de son personnel et le renoncement à des développements dûment justifiés de ses activités, en première ligne desquels les innovations souvent plus fragilisées par les coupes budgétaires.
- La reconnaissance politique effective des dépenses universitaires non comme une charge budgétaire mais comme un investissement au service du développement économique, social et humain à long terme du Canton.
- Le respect de la gouvernance institutionnelle de l'Université basée sur la participation et inséparable de la mission démocratique de l'enseignement et de la recherche.

Le CLADS demande donc au Conseil d'État vaudois de :

- reconnaître l'urgence de ces enjeux ;
- mesurer de manière rigoureuse et de rapporter les risques à court et moyen terme engendrés par ces mesures d'austérité aux niveaux de la formation, de la recherche, du service à la population et de la prospérité du Canton.
- renoncer à son programme d'austérité à l'encontre de l'Université et de l'ensemble des Hautes écoles du Canton.